

Chapitre 1

Constats de crise européenne et espoir de renouveau dans le monde

Il serait absurde d'imaginer que le XX^e siècle est celui qui a inventé la barbarie guerrière. Celle-ci est aussi vieille que l'humanité. La guerre est par nature destructrice, même quand ses objectifs sont limités. Ainsi que le notait Clausewitz, « l'on ne saurait introduire un principe modérateur dans la philosophie de la guerre sans commettre une absurdité. La guerre est un acte de violence et il n'y a pas de bornes à la manifestation de cette violence. » La différence repose sur l'échelle atteinte par ces destructions, par l'entremise de la technique et des ravages de l'idéologie sur les masses en action. Au cours des deux conflits mondiaux, tous les engagements pris ont été violés : navires de commerce torpillés, gaz de combat employés, villes ouvertes bombardées, otages fusillés, civils massacrés. La distinction entre civils et combattants n'a jamais été aussi floue, surtout au cours de la Seconde Guerre mondiale, où l'on a réinventé le pillage, à un degré inconnu jusqu'alors. Ce brassage inouï d'hommes et de matériel et cette violence inédite ne sont pas pour rien dans la redistribution des cartes au sein des relations internationales.

■ ■ I. La guerre en héritage

1. Entre permanences et changements

Les deux guerres mondiales vérifient la fin du « modèle occidental de la guerre », qui a eu cours depuis l'Antiquité : la confrontation décisive entre deux forces sous la forme d'un choc frontal ritualisé, avec déclaration, menace, engagement, décision, puis reddition. La bataille est la figure symbolique de ce type de guerre, qui ne concerne que les combattants. Tout cela est remis en question à partir de la guerre de Sécession : entre 1870 et 1914, la puissance de feu est multipliée par cinq (un fantassin porte en moyenne sur lui 90 cartouches en 1877, 400 en 1914), avec l'apparition de la première mitrailleuse automatique (Hiram Maxim, 1885), la mise au point du fusil à répétition ou du canon à tir rapide et sans recul. L'artillerie devient l'arme décisive. Du coup, le champ de bataille s'étend considérablement, les effectifs s'accroissent, augmentant

la confusion sur le terrain, d'où un lieu de combat encore plus insécurisé. La bataille décisive n'est plus possible, puisque désormais il faut améliorer la défense, en particulier en construisant des fortifications permanentes ou semi-permanentes, ce qui empêche les prises rapides : toute l'économie et toute la population du pays sont alors mobilisées, dans un conflit dont la limite est de plus en plus incertaine. Cette ère des « guerres totales » commence avec ce que Raymond Aron appelle une « surprise technique », qui repose sur la progression globale des munitions et des ouvriers attachés à l'armement, augmentant de manière exponentielle la puissance de feu. C'est bien la technique qui soutient la guerre, excluant la bonne vieille sagesse diplomatique et la recherche du compromis. L'historien franco-italien Guglielmo Ferrero parle dès 1931 de « guerre hyperbolique », où la technique introduit dans les combats une rationalité administrative et scientifique dans l'optique de la destruction systématique de l'adversaire, militaire mais aussi civile.

La guerre totale est due aux moyens stratégiques et aux circonstances d'une lutte aveugle, à mort, donc sans fin : on passe, grâce aux moyens modernes, des bombardements « d'objectifs » aux bombardements « de zones ». Le conflit industriel qui en est le support induit des objectifs de plus en plus extensibles voulus par un combat qui peut user d'une panoplie d'actions démesurée (bombardements, déportations, terreur, polices), jusqu'à la guerre raciale. Seuls des régimes nouveaux pouvaient entraîner et légitimer de telles dispositions : les totalitarismes, qui n'ont plus rien à voir avec le despotisme oriental ou les régimes autoritaires classiques. L'idéologie évacue Dieu, qui pouvait toujours éviter les pires extrémités. Certains mythes, déjà orchestrés pendant la Première Guerre mondiale (unité nationale, sacralisation du commandement, diabolisation de l'ennemi, violence et meurtre de masse), vont être récupérés par les régimes totalitaires, à l'origine d'une organisation sociale totalement inédite et « révolutionnaire ». Le souvenir lui aussi marque profondément toutes les sociétés qui intègrent la dimension sacrificielle de la lutte, insistant plus dans les démocraties sur la cruauté et la déshumanisation, d'où une réaction divergente : plutôt pacifiste chez ces dernières, plutôt belliqueuse dans les pays totalitaires. De toute manière, les sociétés qui entrent dans la Seconde Guerre mondiale ne se sont pas véritablement remises du conflit précédent : entre fascination et répulsion, préparation et refus, elles facilitent le franchissement d'un nouveau seuil de violence et de mort.

Ce franchissement est flagrant en ce qui concerne les destructions. Que l'on retienne les noms d'Arras, Soissons, Reims, Péronne pour la Première Guerre mondiale : le désastre, réel et sans précédent, est cependant encore circonscrit. L'ordre de grandeur change entre 1939 et 1945, où la destruction des villes devient un objectif, matériel ou symbolique, en soi, comme le montrent

les néologismes « coventryisation » ou « hambourgeoisation » qui signifient « rayer de la carte » des cités entières. La « guerre totale » ne fait de toute façon plus de distinctions entre civils et militaires, car le peuple entier participant à la lutte, le peuple entier est donc responsable. Le but des destructions est de briser la résistance des populations, d'épuiser leur énergie, de réduire le rendement du travail, de désorganiser les services publics, bref de semer la terreur. Officiellement, les procédés les plus effroyables n'ont pour but que de précipiter la fin des hostilités, et donc de réduire les pertes en hommes et en matériel : « Plus la guerre est impitoyable, plus, en réalité, elle est humaine, car elle prendra fin d'autant plus vite » (Erich Ludendorff, 1935). C'est peu ou prou le calcul qui a été fait avec la *Blitzkrieg* au départ de la Seconde Guerre mondiale, puis avec Hiroshima à la fin : il s'agit d'abord d'économiser des vies humaines, mais avant tout dans son propre camp...

La « brutalisation » (George Mosse, 1991) des mœurs, qui dérive des ravages de la Première Guerre mondiale, a préparé aux grands massacres : elle a été la poursuite, dans une paix toute relative, des attitudes agressives de la guerre dans la vie politique et d'une certaine indifférence à l'égard de la personne humaine, cette même indifférence qui fera dire à Hitler, peu avant l'invasion de la Pologne : « Qui parle, après tout, de l'anéantissement des Arméniens ? » Le désir d'exclusion l'emporte, en même temps que celui d'homogénéisation sociale et sexuelle : c'est l'époque où l'on passe d'un antisémitisme religieux à un antisémitisme racial. On peut en conclure qu'il serait absurde de faire une distinction entre la Première Guerre mondiale, rattachée aux épiques champs de bataille de Verdun ou de la Somme, et la Deuxième Guerre mondiale, caractérisée « seulement » par les dommages faits aux civils et par l'unicité de la Shoah : il y a une forme de continuité entre ces deux conflits, un conditionnement des attitudes, qui reposent sur trois facteurs explicatifs : la « levée en masse » qui assure la participation des peuples à la politique, d'où découle l'importance de la propagande et de la mobilisation des esprits ; la peur rétrospective des « guerres populaires » qui ont agité le XIX^e siècle, et qui implique une stratégie radicale, oublieuse de la frontière entre civils et militaires ; le processus de diabolisation de l'ennemi, assimilé au traître qui pervertit « l'harmonie » nationale, et qui accentue la « barbarisation » des mœurs.

Une nuance tout de même concernant la Première Guerre mondiale : la « brutalisation » renvoie à la mort subie, pas donnée. Le tueur, d'après les témoignages, reste isolé, marginal. L'artillerie, d'ailleurs, par le jeu de la distance, limite l'impact de cette brutalisation. Par contre, on incite à tuer par le report de la responsabilité sur le chef ou sur la situation, la déshumanisation de l'adversaire, l'apprentissage des gestes meurtriers pour créer des « apaches »

ou des « égorgés ». Cela dit, les combattants ne sont pas assez différents, parce qu'il n'y a pas encore d'idéologies prégnantes. Celles-ci supplantent par la suite les buts de guerre : on ne se bat plus *en vue* de quelque chose, mais *au nom* de quelque chose. L'historien Élie Halévy parle « d'organisation de l'enthousiasme » qui permet une guerre de principes, avec très peu d'accords secrets : la paix de compromis est condamnée, parce que la propagande remplace la diplomatie. La guerre est désormais un choc de civilisations, sans demi-mesures.

Dans tous les cas de figure, la pensée de Clausewitz suivant laquelle « la guerre n'est rien d'autre que la continuation de la politique par d'autres moyens » n'est plus qu'en partie vraie : celle-ci, de par son changement d'échelle, échappe à toute rationalité. Elle devient imprévue dans son déclenchement, imprévue dans ses applications, imprévisible dans son évolution et dans ses conséquences. La guerre totale ne peut plus avoir d'objectifs limités, et entraîner des changements sélectifs : elle est le reflet des « progrès de la science et de la technique », en même temps que de la « démocratisation » des espérances et des haines.

On peut cependant dire qu'un changement significatif s'effectue à partir d'Hiroshima : la bombe atomique semble redonner du crédit à une guerre rationnelle, aux relations entre guerre et politique. Il n'y a plus de sanctuaires. Surtout, la guerre psychologique commence : outre la volonté d'épargner des vies et celle d'impressionner les Japonais, on perçoit dans le double choc d'Hiroshima (6 août) et de Nagasaki (9 août) les débuts d'une prise de conscience, côté américain, d'une course-poursuite avec les Soviétiques dans la détermination de zones d'influence. Pris de vitesse en Europe depuis la chute de Hitler, les Américains ne souhaitent pas que les Soviétiques prennent des gages territoriaux à la faveur de la libération du Japon, auquel ils ont récemment déclaré la guerre (ce qui démontre que cette dernière n'a pas été mondiale tout au long du conflit, mais qu'elle a été partagée en deux guerres parallèles, qui se rejoignent sur la fin), dont il serait difficile par la suite de les dessaisir.

2. Victoire des Alliés... et premiers déchirements

Cette prise de conscience n'est que tardive, et ne s'impose pas au cœur du combat contre Hitler. La guerre que mènent les pays de ce qui devient au fur et à mesure la « Grande Alliance » (États-Unis, URSS, Grande-Bretagne) contre l'Axe est alors en train de porter ses fruits en Europe dès 1943. Le débarquement des Alliés en Sicile, le 9 juillet, a encouragé les milieux conservateurs italiens à se défaire des fascistes, aboutissant à l'arrestation de Mussolini. Le maréchal Badoglio signe peu après l'armistice avec les Alliés.

Le Duce est cependant libéré par les Allemands le 12 septembre, et l'offensive anglo-américaine est bloquée au nord de Naples jusqu'en mai 1944. Rome est libérée le 4 juin, mais l'avance est de nouveau stoppée jusqu'en décembre. La plaine du Pô n'est atteinte qu'en avril 1945, Mussolini exécuté le 27 de ce même mois. À l'est de l'Europe, l'offensive allemande de blindés à Koursk échoue en juillet-août 1943 contre les chars soviétiques, déclenchant une contre-offensive redoutable : l'été suivant, l'URSS a libéré complètement son territoire, et ses troupes arrivent aux portes de Varsovie, puis s'attaquent aux Balkans : la Roumanie en août, la Bulgarie en septembre, la Yougoslavie en octobre.

Entre alliés, le courant passe, même si on ne doit pas oublier combien la notion de Grande Alliance est d'abord empirique, car les méfiances et les ambiguïtés entre les parties prenantes ne sont pas écartées d'un revers de main : Staline dissout certes le Komintern en juin 1943, mais entame dans le même temps de brèves négociations avec l'Allemagne ; la question coloniale, du fait des réticences britanniques, est écartée des discussions avec Washington (pas d'allusion directe dans la charte de l'Atlantique), mais les États-Unis imposent leur idée d'Organisation des Nations unies (ONU) à la conférence Arcadia à Washington, en janvier 1942 ; la France est bien invitée aux discussions à Casablanca (conférence d'Anfa, 14-24 janvier 1943), mais la délégation française, au sein de laquelle est en train de se jouer une lutte d'influence entre les généraux de Gaulle et Giraud, reste tout de même en marge des négociations.

Cependant, la Grande Alliance s'impose peu à peu comme un ensemble cohérent, ainsi que le montrent ses représentants qui, à Anfa, ont réclamé d'un commun accord la « capitulation sans conditions » des forces de l'Axe. Le sommet de Téhéran (28 novembre-1^{er} décembre 1943) accorde à Staline le second front européen qu'il exigeait depuis quelque temps, en prévoyant pour le printemps suivant un débarquement en Normandie et en Provence, et non dans les Balkans où les Russes ont des objectifs à moyen terme. De nombreux dossiers ont été abordés, tels que le principe du démembrement de l'Allemagne et la définition des zones d'occupation, les grandes lignes de la future ONU, le principe de l'annexion par les Soviétiques des pays baltes et celui du déplacement des frontières polonaises vers l'Ouest. C'est la conférence de Téhéran qui consacre véritablement l'idée de la première affirmation d'un directoire mondial constitué des Américains, des Soviétiques et des Britanniques.

Le débarquement en Normandie le 6 juin 1944 est ainsi la réponse faite aux souhaits de Staline : 5 000 divisions alliées transportées par 4 000 navires débarquent, entraînant une bataille titanesque, débloquée par la percée de

Patton à Avranches (25 juillet) et un second débarquement en Provence le 15 août. Paris est libéré dix jours plus tard. En décembre, une dernière contre-offensive est menée par les Allemands dans les Ardennes, ce qui n'empêche pas le franchissement du Rhin sur le pont de Remagen (7 mars 1945), alors que les Alliés font leur jonction à Torgau (25 avril). La capitulation est signée à Reims le 7 mai par Jodl, par Keitel à Berlin le lendemain. Le gouvernement Dönitz est destitué, et lui-même est arrêté le 20 mai.

Parallèlement, lors de la conférence de Québec (18-24 août 1943), les Alliés s'entendent sur une stratégie contre le Japon. Les îles Aléoutiennes, les Salomon, Bougainville ont été reprises dès 1943 ; les îles Gilbert, Marshall, Mariannes, Guam et Saïpan en 1944. En février 1945, les Philippines sont reconquises, tout comme la Birmanie en mai, et la Nouvelle-Guinée en juillet. Okinawa est envahie en avril-juin, mais c'est le coût humain de la victoire américaine qui engage les Américains à employer l'arme atomique, le 6 août à Hiroshima (140 000 morts) et le 9 à Nagasaki (70 000). La capitulation est signée le 2 septembre.

Avant même la fin tant attendue des hostilités, une différence de conceptions sur la paix à venir est née, qui va s'accroître lors des conférences de Yalta (4-11 février 1945) et de Potsdam (17 juillet-2 août 1945). Dès octobre 1944, Churchill s'était rendu à Moscou pour définir des zones d'influence au sein des pays libérés à l'est de l'Europe, sans en informer Roosevelt. Cette tentative, certes infructueuse, montre cependant qu'en ces temps de libération, les arrière-pensées particularistes reprennent leurs droits, au détriment des objectifs communs qui s'effilochent avec la fin de la guerre. La « libération » de la Pologne par l'Armée rouge est ainsi très ambiguë : arrivée aux portes de Varsovie (31 août), celle-ci laisse faire la répression allemande contre l'insurrection civile qui vient de se déclencher, et ne libère la ville exsangue, débarrassée de sa résistance non communiste, que le 17 janvier. De son côté, la Grande-Bretagne ne pense qu'à conserver le contrôle du canal de Suez, clé de la route des Indes, et soustraire au moins la Grèce et la Yougoslavie à l'influence soviétique dans la zone des Balkans, qu'elle pressent bien plus que l'Allié américain.

Malgré ces dissensions naissantes, Roosevelt, Churchill et Staline se retrouvent à Yalta, entre le 4 et le 11 février 1945. Les trois s'entendent sur le sort de l'Allemagne, qui doit être découpée en zones d'occupation. Une quatrième est accordée aux Français sur l'insistance de Churchill, qui souhaite équilibrer le plus possible le rapport Est-Ouest à l'échelle de l'Europe elle-même, et alors qu'il n'est pas certain que les Américains resteront engagés militairement après la guerre. L'URSS accepte, à condition que cette quatrième zone soit prélevée sur celles des États-Unis et de la Grande-Bretagne. Ces derniers

sont prêts aux concessions : les Alliés acceptent ainsi que le gouvernement pro-soviétique qui s'est installé à Lublin, suite à la libération de la Pologne, s'élargisse à quelques membres du comité de Londres formé pendant la guerre. Les Occidentaux espèrent la tenue d'élections libres pouvant faire la différence, car Staline a promis celles-ci pour tous les pays européens une fois la guerre terminée, en signant à Yalta une « charte de l'Europe libérée ».

Cependant, on ne peut pas dire de cette conférence qu'elle n'a résulté qu'en un cynique « partage », comme le général de Gaulle en donnera l'idée postérieurement. Cette assertion est fautive, ne serait-ce qu'à cause de la conception de Roosevelt, qui déteste le concept de zone d'influence, alors qu'il s'agit pour lui de défendre le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes dans une optique classique que Washington pense partager avec tous. De fait, Yalta ressemble plus à la ratification politique du rapport de forces sur le terrain, selon l'avance supposée des troupes soviétiques et occidentales au moment de la paix. L'ambiance n'est donc pas mauvaise à Yalta mais, sur le terrain, les inquiétudes commencent à apparaître, comme celles qui découlent de la libération de la Roumanie, où est d'emblée imposée la mise en place d'un gouvernement communiste homogène (27 février 1945). Roosevelt meurt le 12 avril, lui qui était le plus fervent défenseur du maintien de la « grande alliance » par-delà la victoire face à Hitler. De plus, la capitulation de l'Allemagne, le 8 mai, rebat les cartes.

La conférence de Potsdam suit, entre le 17 juillet et le 2 août 1945. Staline est le seul des leaders historiques encore en place, alors que Roosevelt lui a dit à Yalta que les troupes américaines ne resteraient pas plus de deux ans. La conférence maintient une apparence de consensus avec les quatre D appliqués à l'Allemagne (dénazification, démilitarisation, démocratisation, dédommagements, mais plus démembrement), avec un conseil de contrôle des quatre commandants en chef s'exerçant sur une entité allemande pour l'instant unique, elle-même sous la souveraineté provisoire des Trois, auxquels s'est ajoutée la France. On assiste cependant au début des expulsions d'Allemands de Silésie et des Sudètes, et à la fixation de la frontière orientale de la Pologne à la « ligne Curzon », la frontière occidentale de ce pays étant déplacée jusqu'à la ligne Oder-Neisse, aux dépens de l'Allemagne. Cette nouvelle ligne n'est pas reconnue par les Alliés, ce qui n'empêche pas le dialogue de se poursuivre : dans la perspective des traités de paix à signer, les Trois décident de mettre en place un Conseil des ministres des Affaires étrangères constitué des représentants des cinq puissances qui siègeront au Conseil de sécurité de l'ONU. De plus, les négociateurs parviennent à l'adoption du principe d'un jugement en commun des criminels de guerre. L'illusion du maintien de la Grande Alliance perdure encore quelque temps.

Le « grand schisme » n'est alors perceptible que par quelques rares personnalités, telles que Churchill, pourtant marginalisé par sa défaite aux élections législatives de juillet 1945.

■ ■ ■ II. La fin de l'hégémonie européenne

Cette guerre vérifie d'abord la fin de la prépondérance européenne, de cette Europe qui, pour la première fois de son histoire, n'est plus au centre du monde et qui se retrouve amputée d'une partie d'elle-même. À l'ère des superpuissances, le Vieux Continent n'est déjà plus qu'un enjeu des relations internationales, théâtre de ruines, et dont l'influence dans le monde est très rapidement remise en question au sein même de ses colonies, pourtant toujours considérées par les pays européens comme reflets de leur puissance.

1. Europe, année zéro

Les États-Unis ont ajouté à la puissance politique que leur donne la victoire la puissance économique, détenant à eux seuls la moitié du charbon et les deux tiers du pétrole mondial, ainsi que les deux tiers de l'or. Ils n'ont pas subi de pertes sur leur territoire, assurent la moitié de la production mondiale, sont les seuls à posséder l'arme atomique, et sont présents sur tous les continents. L'URSS, quant à elle, est dévastée, mais son armée occupe la moitié de l'Europe, alors que son idéologie fédère les partis communistes du monde entier. L'Europe, elle, est à « l'année zéro », qui marque la fin d'une prépondérance et le début d'une dépendance. Les destructions matérielles sont sans précédent : 75 % des réseaux en Europe ; des villes entièrement détruites ; une production industrielle en chute libre (-57 % en France ; -47 % en Belgique) ; le tiers de la production agricole en moins à l'Ouest par rapport à 1939, la moitié à l'Est, avec comme conséquence immédiate le rationnement ; des finances en ruines qui provoquent le recours à la planche à billets, aboutissant à des monnaies dévaluées et au recours à l'emprunt (la dette publique est multipliée par quatre en France, par dix en Allemagne) ; la surmortalité infantile est de retour (15 à 16 pour mille), ainsi que la dénutrition : en France, le déficit de poids d'un garçon de 14 ans de 1945 par rapport à 1939 est de 9 kg et 7 cm, de 7 kg et 11 cm pour les filles.

C'est surtout l'Allemagne qui en est à « l'année zéro », pour reprendre le titre du film que Roberto Rossellini consacre, en 1948, à un Berlin en ruines : ce pays perd le quart de son territoire par rapport à 1937, connaît un exode supérieur à 11 millions d'individus (dont deux ne survivront pas), fuyant des terres rendues ou données à d'autres, il est divisé et occupé, et doit assumer l'infamie que représentent les crimes de ses dirigeants, jugés par le tribunal